

**Convention collective départementale**

IDCC : 1576. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES,  
CONNEXES ET SIMILAIRES  
DU CHER**

**(15 janvier 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)*

(Etendue par arrêté du 18 octobre 1990,  
*Journal officiel* du 14 novembre 1990)

■ *Journal officiel* du 19 avril 2007

**Arrêté du 29 mars 2007 portant extension d'avenants conclus dans  
le cadre de la convention collective des industries métallurgiques,  
mécaniques, électriques, électroniques, connexes et similaires du  
Cher (n° 1576)**

NOR : SOCT0750364A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 1990 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 11 avril 2006, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, connexes et similaires du département du Cher du 15 janvier 1990 et de textes la modifiant et la complétant ;

Vu l'avenant du 12 décembre 2006, relatif à la garantie annuelle territoriale de rémunération effective, à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant du 12 décembre 2006, relatif à la valeur du point, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 22 février 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, connexes et similaires du département du Cher du 15 janvier 1990, tel qu'étendu par arrêté du 18 octobre 1990 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions des avenants du 12 décembre 2006, relatifs à la garantie annuelle territoriale de rémunération effective et à la valeur du point, à la convention collective susvisée.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 mars 2007.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/3, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.